

Nouvelles

● Trois grands Maîtres réunis



Sur cette photo exceptionnelle, les chefs des trois principales écoles du bouddhisme tibétain, de gauche à droite **SS Sakya Trizin**, le **Dalai Lama** et le **Karmapa**, se rendent ensemble au monastère de Namgyal, à Dharamsala.

Elle a été prise le 19 mai 2007, lors de l'enseignement donné par le Dalai Lama à plus de 2 000 moines et portant sur le tantra de Guyasamaja.

Le jeune Karmapa, qui devrait se rendre pour la première fois en occident l'été 2007, semble désormais tout à fait prêt à prendre en charge son importante fonction d'enseignant et de chef d'école, et à assumer, sur le plan mondial, la continuité du message du bouddhisme tibétain.

● Le Dalai Lama à Hambourg

Le quatorzième Dalai Lama a confirmé sa participation en tant qu'intervenant principal au **1^{er} Congrès International des Femmes Bouddhistes**, qui aura lieu sur le campus de l'Université de **Hambourg du 18 au 20 juillet 2007**.

Le thème principal de cette conférence pan-bouddhiste est le droit des femmes à l'ordination complète dans l'ordre monastique tibétain ou Sangha.

Réintroduire l'ordination complète pour les femmes dans la tradition tibétaine serait révolutionnaire, et renforcerait fortement les droits des femmes au 21^{ème} siècle. Avec son impact historique, l'évènement a déjà suscité un grand intérêt de la part des communautés bouddhistes asiatiques.

Savants réputés, dignitaires et pratiquants bouddhistes de diverses traditions bouddhistes sont attendus à ce congrès.

La conférence sera tenue à l'université de Hambourg, et le 20 juillet, à l'auditorium Maximum, le plus grand hall de conférence de toute l'université, un discours capital sera prononcé par le quatorzième Dalai Lama.

La conférence est ouverte au public et les inscriptions sont

encore possibles sur www.congress-on-buddhist-women.org.

La question de réintroduire la pleine ordination pour les femmes bouddhistes tibétaines est depuis longtemps un sujet de préoccupation pour le Dalai Lama.

L'Association "Sakyadhita France" est la branche française de l'Association Internationale des Femmes Bouddhistes "Sakyadhita International", chargée de la communication du congrès dans l'hexagone
Internet : www.sakyadhita-europe.org
Contact : gabriela.r@wanadoo.fr

● Le Tibet ne nous appartenait pas

Prise de position d'un éminent historien chinois

Se démarquant de la position officielle, l'éminent historien Ge Jiangxiong, 62 ans, directeur de l'Institut de géographie historique et du Centre de recherches pour les études d'histoire et de géographie de l'Université Fudan de Shanghai affirme dans un article de la "China review" que prétendre que le Tibet a toujours fait partie de la Chine est un "mensonge historique".

Rappelant que sous les Tang, dynastie impériale du VII^{ème} au X^{ème} siècle le plateau Qinghai/Tibet était gouverné de façon indépendante par des monarques Tubo/Tufan, M. Ge explore plus largement l'identité impériale chinoise et les recherches d'alliance, par des mariages notamment, avec les souverains tibétains de l'époque.

Ce n'est que sous la dynastie des Qing (mandchous), au cours du XVII^{ème} siècle que s'exprima la prétention impériale à la souveraineté sur le plateau tibétain. Toutefois, lors de la création de la République de Chine, en 1912, le concept de "Chine" (Zonghuo) n'était pas clairement défini sur le plan territorial et se référait tantôt à l'empire Qing, tantôt aux "18 provinces intérieures", excluant la Mandchourie, la Mongolie, le Xinjiang (Turkistan oriental) et le Tibet.

Monsieur Ge ne cache pas ses critiques à l'égard de ceux qui "se croient d'autant plus patriotes qu'ils exagèrent le superficialité de la Chine sous les empereurs et les rois au détriment de la vérité historique".



la lettre du TIBET

La **Lettre du Tibet** est une publication du **Comité de Soutien au Peuple Tibétain**
2, rue d'Agnou 78580 Maule. - Fax (33-1) 30 90 88 25 - E-Mail CSPT@FRANCENET.FR

ABONNEMENT
10 Numéros : 25 Eur

Le point avant l'été

N° 90

juin 2007

Edito

La longue période électorale que vient de traverser notre pays s'achève et nous nous retrouvons après un trop long silence qui, rassurez-vous, n'est nullement synonyme d'inaction.

Activité régionale du CSPT, activité internationale aussi, avec notre présence à la V^{ème} conférence des Groupes de Soutien qui s'est tenue à Bruxelles. Plus de trois cent participants, représentant 36 pays et beaucoup de sujets abordés en présence du premier ministre Samdhong Rinpoche et de M. Lodi Gyari qui, mandaté par SS le Dalai Lama a mené les différentes missions qui se sont rendues en Chine et au Tibet pour y rencontrer les autorités chinoises. Constatant le médiocre résultat de ces rencontres, l'envoyé du Dalai Lama a néanmoins insisté sur la nécessité de rechercher à tout prix leur poursuite, car si les choses changent peu et plutôt mal sur le terrain, la société chinoise n'est pas aussi statique qu'il apparaît et de nombreuses tensions internes annoncent, à plus ou moins long terme, d'indispensables transformations.

C'est aussi ce que devait souligner Marie Holzman, invitée par les organisateurs à venir faire le point sur la situation en Chine. Une situation qui doit être l'objet de toute notre vigilance, aussi bien dans ses raidissements que nous devons combattre, notamment dans le domaine des Droits de l'Homme, de la croissance des inégalités économiques, de l'absence criante des libertés d'expression et d'association, que, lorsque nous en avons l'occasion, pour encourager et défendre ceux qui osent s'exprimer, comme ces historiens qui écrivent dans une revue officielle "nous devons reconnaître que, dans l'Histoire, le Tibet ne nous a pas appartenu".

Combattre aussi cet ostracisme à l'égard du Dalai Lama, auquel se plient parfois avec une extrême lâcheté certains gouvernements européens, comme ce fût précisément le cas de la Belgique, qui en entravant la venue du chef tibétain à Bruxelles ridiculisa du même coup le statut de capitale de l'Europe de cette ville.

Pour en revenir à la conférence, l'une des tâches importantes qu'elle dégagera fût donc d'influer autant que faire se peut sur l'évolution de la Chine, et cela avec un mélange de force et de retenue qui n'est pas toujours des plus faciles à équilibrer !

"Nous devons devenir plus habiles" devait insister M. Lodi Gyari. C'est dans ce sens que le CSPT se félicite du travail entrepris depuis près de dix huit mois avec toutes les plus importantes organisations de défense des Droits de l'Homme présentes dans notre pays pour mener ensemble une campagne d'information et de mobilisation à l'occasion des Jeux Olympiques de 2008.

Le premier résultat est cette brochure exposant les "Huit revendications" pour Pékin, qui doit maintenant être un outil pour tous ceux qui se battent pour voir la Chine évoluer. Un outil qui sera complété à la rentrée prochaine par la publication aux éditions "Bleu de Chine" d'un ouvrage d'information plus complet, intitulé "le revers des médailles", auquel le CSPT a également participé. Notre tâche est désormais de faire appuyer les "huit revendications" par un maximum d'athlètes, de fédérations et associations sportives, et bien sûr par nos députés fraîchement élus. Faire participer le futur groupe Tibet de l'Assemblée Nationale, qui n'en doutons pas sera vite reconstitué et aura l'oreille du Président de la République aussi bien que du Ministre des Affaires étrangères, à la définition et à l'affirmation d'une politique claire et ferme à l'égard de la Chine, voici une tâche d'une extrême urgence. D'autant que le Président de la République n'a pas caché son intention de se rendre en Chine d'ici la fin de l'année 2007.

Nous vous invitons donc à faire des mois qui viennent un temps de sensibilisation des élus par vos courriers, e-mails et rendez-vous. Très vite aussi l'unité qui s'est formée entre les membres du collectif JO Pékin 2008 doit se traduire par des initiatives régionales communes, partout où existent des groupes de la Ligue des Droits de l'Homme, d'Amnesty, de l'ACAT, d'Agir pour les Droits de l'Homme, etc.

Les amis du Tibet, malgré la taille modeste de nos associations, peuvent encourager sur le terrain ce groupement comme ils l'ont fait au niveau national.

Enfin nos campagnes permanentes de solidarité, Tibet Lib, les parrainages municipaux, la Caisse d'Aide aux Prisonniers Tibétains, trouveront là l'occasion d'être connues et reconnues.

Jean Paul Ribes

Je souhaite adhérer au C.S.P.T.

- Adhésion : 25 €
 Etudiant/chômeur : 15 €
 Adhésion Bienfaiteur : 70 €

Abonnement Lettre du Tibet (10 n°)

- Abonnement : 25 €
 Bienfaiteur : 70 €

CSPT 174 Bd E Decros 93260 Les Lilas

Merci de cocher les cases (à gauche) qui vous conviennent

LT 90

Nom :

Adresse :

CP Ville.....

E-mail :@

Les "Huit revendications"

Lancé au cours d'une conférence de presse le 1^{er} juin dernier, en présence de Robert Badinter, de Wangpo Bashi et de la dissidente chinoise Li Xiaorong, le **collectif Chine JO 2008** est composé des neuf principales organisations françaises de défense des droits de l'Homme : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Agir pour les Droits de l'Homme, Amnesty International, Comité de Soutien au Peuple Tibétain, Ensemble Contre la Peine de Mort, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Ligue des Droits de l'Homme, Reporters Sans Frontières et Solidarité Chine.

Ces organisations prennent position pour demander à la Chine d'améliorer significativement la situation avant les JO de Pékin.

Elles adressent 8 propositions - *en référence au chiffre*

fétiche des organisateurs chinois des JO - au gouvernement de Pékin qui en 2001 avait affirmé que la tenue des JO allait améliorer significativement la situation des droits humains.

Ces huit revendications constituent une plate-forme minimum commune à celles et à ceux qui Chinois, Tibétains, Mongols, Ouïghours, mais aussi défenseurs des Droits de l'Homme à travers le monde veulent voir la Chine évoluer d'ici aux Jeux Olympiques.

Elles ont été proposées pour la constitution d'un collectif mondial. Elles seront officiellement communiquées au gouvernement français dans les semaines qui viennent. D'autres informations sur la campagne sont disponibles sur <http://pekin2008.rsfblog.org>

Vous pouvez vous procurer des exemplaires de la brochure et de la carte à adresser à Hu Jintao "**Huit revendications**" en nous les commandant (4,50 Euros les 10, envoi compris) à CSPT, 2 rue d'Agnou 78580 Maule

Tibet Lib

Chers amis,

La Chine prépare les Jeux olympiques de 2008. Auprès du C.I.O., elle s'est engagée à travailler à l'amélioration des droits de l'Homme. Nous sommes maintenant à quelques mois des Jeux et pour l'instant rien ne permet d'entrevoir une réelle amélioration des droits des Tibétains.

Plusieurs rapports récents, que ce soit celui d'Amnesty International ou celui de Human Rights Watch, ne présentent d'évolution positive des droits humains au Tibet.

(En 2006) "*Dans la Région Autonome du Tibet ou ailleurs, la population tibétaine voyait ses droits à la liberté de religion, d'expression et d'association sévèrement restreints (...) De nombreux Tibétains, notamment des moines et des nonnes bouddhistes, ont été appréhendés ou emprisonnés pour avoir pratiqué ou exprimé leurs opinions*" (Rapport annuel d'Amnesty

International p.120 Paragraphe Tibet) : <http://thereport.amnesty.org/fra/Regions/Asia-Pacific/China>

"Les autorités chinoises considèrent le Dalaï Lama (...) comme étant à l'origine de la volonté de séparer le Tibet de la Chine et la croyance bouddhiste tibétaine est vue comme le support de ses efforts.

Des séparatistes suspectés, dont beaucoup viennent des monastères et des couvents, sont régulièrement emprisonnés" (Rapport de Human Rights Watch 2007 Paragraphe Tibet : <http://hrw.org/englishwr2k7/docs/2007/01/11/china14867.htm>)

D'autres informations concernant le Tibet sont exposées dans le rapport du Département d'Etat américain www.state.gov/drl/rls/hrrpt/2006/78771.htm#tibet

Posséder des photos du Dalaï lama ou du matériel politique est toujours fortement réprimé par les autorités chinoises.

Le cas proposé cette fois à votre intervention, celui de **Tashi Gyatso**, est révélateur de cette répression.

Tashi Gyatso

Tashi Gyatso, 37 ans, est originaire du township de Darlag, Comté de Machen, préfecture de Golok, province du Qinghai. Il fait partie d'une famille de nomades.

En 1996, il part en Inde afin d'y recevoir une éducation tibétaine, puis en 2001, il revient au Tibet avec deux amis.

Malheureusement, à la frontière entre le Népal et le Tibet, ils croisent une patrouille de douaniers chinois. Tashi Gyatso parvient à s'échapper et retourne au Népal. Après quelques jours, il parvient à rentrer au Tibet. Ayant traversé Lhasa, il atteint le Comté de Chabcha le 5 mai 2001.

Une équipe du PSB (Bureau de la Sécurité Publique) investit sa chambre d'hôtel. Les officiers du PSB fouillent la pièce et découvrent des photos du Dalaï Lama et des livres politiques. Il est immédiatement emmené au Centre de détention du PSB local.

Tashi Gyatso est alors accusé de mener des activités

politiques. Il est transféré au Centre de détention du Comté de Xiling. Pendant trois mois, les officiers du PSB interrogent Tashi Gyatso avec brutalité et le torturent, espérant qu'il allait avouer des activités politiques. Il est ensuite reconduit au Centre de Détention du Comté de Machen.

Après deux mois de détention dans ce centre, le tribunal du Comté de Machen condamne Tashi à 12 ans d'emprisonnement pour "*atteinte à la sécurité de l'Etat*" et "*diffusion de propagande antigouvernementale*"

Il est transféré dans un camp de travail forcé dans le Comté de Xiling, où les prisonniers sont assignés à la fabrication de briques. Tashi Gyatso ne peut recevoir sa famille qu'une fois par mois. A cause du travail très dur dans la prison ainsi que de la nourriture insuffisante et des tortures fréquentes, l'état de santé de Tashi Gyatso s'est gravement détérioré ces derniers temps.

Pour intervenir en faveur de Tashi Gyatso, voici une proposition de lettre en français, traduite en anglais, et des propositions d'envoi de vos courriers. Il est toujours bienvenu de contacter votre député ou sénateur (quand celui-ci sera élu ou réélu) particulièrement s'il appartient au groupe Tibet de l'Assemblée Nationale ou du Sénat (liste sur les sites : http://www.assemblee-nationale.fr/12/tribun/getude/ge_tibet.asp et http://www.senat.fr/ga/ga_tibet/composition.html)

Il est bien sûr intéressant de contacter (en franchise postale) le nouveau Président de la République (Monsieur le Président de la République, Palais de l'Élysée, 55, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris)

Proposition de lettre à adresser aux différentes autorités

Madame, Monsieur,

Tashi Gyatso, Tibétain, originaire du township de Darlag, Comté de Machen, Préfecture autonome du Tibet de Golok, province du Qinghai, a été reconnu coupable à l'automne 2001 "*d'atteinte à la sécurité de l'Etat*" et de "*diffusion de propagande antigouvernementale*". Il a été condamné à 11 ans de prison et incarcéré au camp de travail de Xining.

M'appuyant sur les textes signés par la Chine dans lesquels elle s'engage à respecter et à protéger les Droits de l'Homme, et parmi eux la liberté religieuse et la liberté d'opinion, je vous demande la libération immédiate et inconditionnelle de cet homme. J'insiste aussi pour que lui soit donné le traitement médical exigé par son état de santé.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur à mes sincères salutations.

Nom, Adresse, Signature

Dear Sir or Madam

In Autumn 2001, Tashi Gyatso, a Tibetan from Darlag township, Machen County, Golok Tibet Autonomous Prefecture, Qinghai Province, was found guilty of "*endangering state security*" and "*spreading anti-government propaganda*". He was sentenced to 11 years imprisonment and transferred to the Xining work camp.

Referring to agreements signed by China, agreeing to respect and protect Human Rights, including the right to religious freedom and freedom of speech, I call upon you to release this man immediately and unconditionally. I also insist that he be given the medical care and treatment that his poor state of health requires.

Yours faithfully

Nom, Adresse, Signature

Destinataires du courrier :

Monsieur le Premier Ministre de la République Populaire de Chine (*Prime Minister*)

Wen Jiabao

Guowuyuan - 9 Xihuangcheng gen Beijing
BEIJING 100 032

République Populaire de Chine

Fax : +86 10 6596 3374 (via le ministère des Affaires étrangères ; veuillez préciser : "Please forward to Premier Wen Jiabao")

M^{me} le Ministre de la Justice de la République Populaire de Chine (*Minister of Justice*)

Wu Aiyang - Sifabu

10 Chaoyangmen Nadajie, Chaoyangqu
Beijingshi 100020 - Rép. Populaire de Chine
minister@legalinfo.gov.cn ou pfmaster@legalinfo.gov.cn
Fax : +86 10 6529 2345

(Veuillez préciser : "*Please forward to the Minister of Justice*").

NB Ces adresses ne sont pas toujours accessibles

Madame le Gouverneur du Gouvernement Provincial du Qinghai (*Governor of the Qinghai Provincial People's Government*)

Song Xiuyan - 66 Xi Dajie

Qinghaisheng Renmin Zhengfu
Xiningshi 810 000 - République Populaire de Chine

(Chine : 0,85 € pour un envoi de moins de 20 gr. à partir de la France, ou enveloppes internationales disponibles à la Poste).

Copies de vos courriers à :

Monsieur l'Ambassadeur Jinjun Zhao

Ambassade de Chine
11 Avenue George V
75008 Paris
chinaemb_fr@mfa.gov.cn
Fax : 01 47 20 24 22

Monsieur Bernard Kouchner

Ministère des Affaires Étrangères
37, quai d'Orsay
75 007 Paris
<http://www.diplomatie.gouv.fr/courrier/>

En cas de réponse, merci de le faire savoir à :

Monique Dorizon

13 Rue Charles Maréchal 78300 Poissy
moniquedorizon@hotmail.com

L'action pour Dolma Kyab n'est pas terminée.

Il est toujours nécessaire d'intervenir auprès des personnalités tant politiques qu'artistiques en faveur de ce professeur d'Histoire condamné à 10 ans de prison pour deux manuscrits non publiés sur l'Histoire et la Géographie du Tibet "non-conformes" à la version chinoise officielle.

Voir le site : <http://dolmakyab.blogspot.com>

Merci de votre fidélité et de vos multiples envois de courriers.

Monique Dorizon